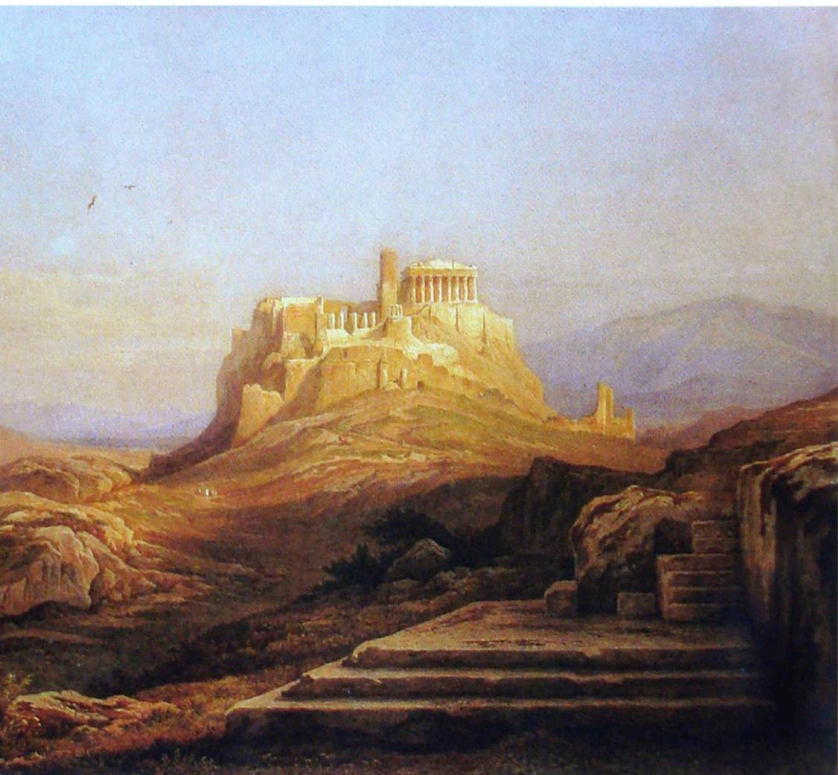


Redonner la voix aux citoyens

L'impératif des financements publics en politique



View of the Acropolis from the Pnyx par Rudolf Müller en 1863

Hugo Fontaine

Introduction

Aujourd'hui le pouvoir semble s'être plus que jamais, sous la Ve république, écarté des attentes du peuple, qu'elles soient sociales, économiques ou écologiques. Cela se traduit aussi bien dans les urnes avec une abstention plus que jamais surreprésentée lors des appels aux urnes et qui ne fait qu'augmenter d'année en année [1], mais aussi dans les études d'opinion avec à peine 54% des Français qui estiment que la démocratie « fonctionne bien » [2].

C'est pourquoi en tant que citoyen qui s'émerveille devant les possibilités permises par l'organisation réfléchie d'un groupe social je vais vous parler de politique. Est politique ce qui est relatif à l'organisation ou autogestion d'une cité ou d'un État et à l'exercice du pouvoir dans une société organisée, selon *Wikipédia*. Aristote la considère comme la science maîtresse, une qualification qui peut-être fera sourire bon nombre de lecteurs. Pourtant, pour moi, c'est là le principal problème de cette déconnexion : car des citoyens qui rejettent la politique – à cause du sentiment d'impuissance à influencer les décisions prises par nos représentants une fois élus – ce sont des citoyens qui ne s'impliquent pas dans la vie collective ; et je ne vois pas par quel tour de magie un groupe social pourrait bien fonctionner si la majorité décide de ne plus participer. Il faut bien voir qu'ici je ne jette pas la pierre à ceux qui « se fichent » de la politique, mais bien aux règles qui permettent le non-respect du jeu démocratique. Or pour changer ces règles il faut... faire de la politique.

Je ressens donc une profonde nécessité à travailler pour aider à trouver des mécanismes permettant de parvenir à résoudre cette crise de la représentation, pour permettre à tous de voir en la politique cette magnifique machine à changer le monde : droit de vote des femmes en 1944, limitation de l'emploi des enfants en 1874, introduction du SMIC en 1970... Toutes ces avancées sociales qui ont vraiment changé la vie de millions de personnes ont été acquises en faisant de la politique.

J'entends déjà certains me rétorquer que ces avancées ont été obtenu de hautes luttes et sûrement pas grâce au monde de la politique politicienne, mais là est toute l'idée de ma réflexion : au lieu de contraindre les citoyens à se mobiliser contre leur élite dirigeante il faut que cette élite réponde plus rapidement et précisément aux attentes du peuple.

Pour essayer de donner une idée au lecteur des obstacles et solutions qui existent j'aimerais articuler ma réflexion autour d'un état des lieux de la vie politique à travers la représentativité du peuple ainsi que la capture par les intérêts privés des décisions prises en hauts lieux. Enfin je terminerai sur les solutions possibles qui peuvent être mises en place pour essayer de pallier les problèmes soulevés dans les deux premières parties. Ces réflexions sont le fruit de réflexions personnelles mais aussi et surtout de la lecture de l'ouvrage de Julia Cagé *Le prix de la démocratie* paru en 2018 dont je tire une grande partie des exemples, des données ainsi que des pistes de solutions. Je précise que lorsque que je parle de la direction voulue par le peuple j'imagine la solution à un problème qui aurait été prise si tous les citoyens en âge de voter avaient débattu et s'étaient accordés sur chaque point du texte de loi. Il faut de plus garder en tête qu'il ne s'agit jamais de savoir si cette direction est la meilleure et on la supposera toujours existante ; ici on cherche seulement un moyen de suivre le plus précisément possible la volonté du peuple.

La représentativité du peuple rime avec l'adoption de ses attentes

Nous allons dans cette partie revisiter l'état actuel de la représentativité des différentes classes socioprofessionnelles dans le paysage politique français. On observe une surreprésentation nette des cadres supérieurs qui par exemple constituent un peu plus de 60% des conseillers régionaux tout en représentant seulement 20% de la population. Ils sont presque toujours deux fois plus représentés dans les différentes sphères dirigeantes que dans la population, et ce au détriment des employés et des ouvriers qui voient leur présence dans ces mêmes sphères ne jamais égaler leur proportion dans la population [3] : ils forment à la fois 1% des conseillers régionaux tout en représentant 20% de la population active.

La question est maintenant de savoir pourquoi il y a sur et sous représentativité de certaines classes socioprofessionnelles ou sociales, et surtout si cela est une volonté des électeurs ou non. S'il en va de la volonté de ces derniers alors il n'est pas nécessaire d'aller plus loin. Mais si cela n'est pas le cas il faut alors s'interroger sur les causes de cette non-représentativité et ce d'autant plus lorsqu'on sait qu'il est impossible d'obtenir des assemblées pourvues d'experts tous compétents sur tous les sujets auxquels ils feront face.

J'en veux pour preuve l'impossibilité de prévoir le futur (comme avoir à gérer un conflit armé ou tout autre sujet international) et la pluralité des sujets habituellement traités allant de l'approvisionnement énergétique à l'urbanisme en passant par l'éducation. Il nous faut alors des assemblées les plus représentatives possibles du peuple car à défaut d'avoir des élus ayant la réponse parfaite à chaque problème nous aurions au moins une réponse correspondant aux attentes de l'ensemble des citoyens. Car quoi de mieux pour connaître les besoins d'une population que d'en faire partie ? De plus on notera les résultats des études sur l'intelligence des

foules qui tendent à démontrer que ce n'est pas l'addition des QI qui fait le QI d'un groupe mais bien sa diversité (plus on augmente la diversité des opinions – via une pluralité des classes sociales représentées dans notre cas –, plus la moyenne de toutes les estimations est bonne et proche de la réalité) [4].

Mais alors qu'en est-il ? Les électeurs, même les moins aisés, ont-ils tendance à voter pour des individus issus de classes sociales financièrement mieux loties car les considérant plus compétents, ce qui expliquerait la surreprésentation des cadres dans les instances démocratiques ? On observe que cela n'est pas le cas, et au contraire les citoyens des classes ouvrières et les employés auraient plus tendance à donner leur vote à un individu socialement semblable car les pensant plus à même à défendre leurs intérêts [5].

A quoi est donc dû ce déficit de représentants employés et ouvriers ? Pour le comprendre il faut s'intéresser au financement des campagnes et au rôle que joue l'argent sur l'éligibilité des candidats. La somme d'argent dépensé par le candidat pour promouvoir auprès des votants sa capacité à répondre à leurs attentes est fortement corrélée au résultat dans les urnes : plus un candidat dépense plus il a de chance d'être élu [6]. Un bon exemple sont les élections législatives anticipées de 1997, deux ans après sa franche victoire aux présidentielles Jacques Chirac décide de dissoudre l'Assemblée nationale pour obtenir une meilleure majorité. Malheureusement pour lui le parti Socialiste remportera ces élections à 255 sièges contre 251 pour le RPR-UDF. Défaite qui trouverait sa source pour Julia Cagé [7] dans le basculement d'une dizaine de circonscriptions de la droite vers la gauche dû à l'interdiction des dons par les entreprises aux candidats en 1995. En effet avant la mise en place de cette mesure le don moyen par les entreprises était de 8 600€ alors que le don médian était de 0€, ces dons profitant alors en majorité aux partisans des partis de droite qui recevaient en moyenne 40 000€ pour les législatives de

1993. Alors, lorsqu'en 1997 les élections anticipées ont lieu avec cette source de revenus en moins, la moitié des candidats ne s'en trouvent aucunement affectés (don médian à 0€) tandis qu'un grand nombre de candidats de droite voient disparaître une partie non négligeable de leurs financements. Aujourd'hui les partis de droite se sont remis de cette interdiction et les donations des entreprises ont été remplacées par des contributions individuelles. On observe toujours un delta de financement privé entre les partis de gauche et de droite qui reste en faveur de la droite : environ 18 000€ reçu pour un candidat de droite et 10 000€ pour un socialiste pour les mêmes élections législatives¹ [7]. On pourra me reprocher l'ancienneté de cet exemple mais malheureusement la loi et les circonstances du moment ne s'alignent que rarement pour nous proposer des élections anticipées dont les règles de financements alors fraîchement modifiées prennent de court les candidats. Néanmoins l'exemple permet d'illustrer le lien de causalité entre montant investi et électoralité à cette époque et sachant que la loi n'a que très peu changé depuis il n'est pas déraisonnable que de vouloir s'appuyer sur ce fait pour donner une idée de l'importance que peut jouer l'argent sur des élections.

Le lecteur averti m'opposera néanmoins que même si l'argent joue évidemment un rôle sur l'éligibilité, la France ne sont pas les États-Unis car les dépenses y sont limitées, encadrées et remboursées. Ce à quoi je lui répondrais que même en supposant négligeable l'effet d'une différence de dépense de l'ordre de la dizaine de milliers d'euros pour la campagne sur le résultat dans les urnes, il y a néanmoins une présélection des candidats en fonction du revenu. Même limitées les dépenses de campagne atteignent des montants que ne peuvent se permettre d'avancer

¹ Données exploitées à partir des archives de la Commission nationale des comptes de campagne et des financements politiques (moyenne entre 1993 et 2012 en euros constants de 2016)

des personnes aux revenus modestes que sont les ouvriers et employés – le plafond pour les législatives est de 38 000€ en y ajoutant 15 centimes par habitant de la circonscription, le tout ajusté par un coefficient 1,26 (depuis 2008) calculé en fonction de l'inflation –. Si l'on m'avancait maintenant que cet argent leur serait alors remboursé à la fin de la campagne j'argumenterais que cela ne serait le cas qu'à hauteur de 47,5 % et uniquement si le candidat dépasse les 5 % de votes ; encore faudrait-il que le candidat ait pu se procurer l'argent auprès d'une banque voulant bien le lui prêter. On voit donc très bien les sélections sur le revenu et ou le capital auquel font face les candidats aux différentes élections, limitant significativement la présence des classes sociales les moins privilégiées sur les listes électorales et donc dans les différentes assemblées dirigeantes que ce soit au niveau départemental, régional ou national. Pour appuyer ma démonstration j'aimerais amener un exemple pour moi édifiant sur l'importance d'être un minimum financé pour ne serait-ce qu'avoir une chance d'obtenir un vote. Il faut savoir que les différentes professions de foi, les bulletins ainsi que les affiches présentes devant les bureaux de vote sont à la charge des prétendants. On se retrouve donc parfois avec des candidats appelant leurs votants à imprimer eux-mêmes leur bulletin de vote : aux élections européennes de 2019, 20 listes sur 34 ont fait cette demande à leurs électeurs [8].

Les classes socioprofessionnelles présentes dans les sphères dirigeantes – que ce soit au niveau local ou national – sont donc une mauvaise représentation des populations qui constitue la France. L'incertitude sur le futur et la complexité des sujets abordés par les élus tend à démontrer qu'une plus grande diversité permettrait d'obtenir de meilleures décisions. Dans tous les cas, tendre vers une meilleure représentation des populations aligne d'une meilleure façon les attentes du peuple avec les décisions qui sont prises. L'absence parmi les élus des classes sociales les plus démunies est liée à la fois à la logique de financement des campagnes où les dépenses sont à la charge du candidat. Mais aussi à

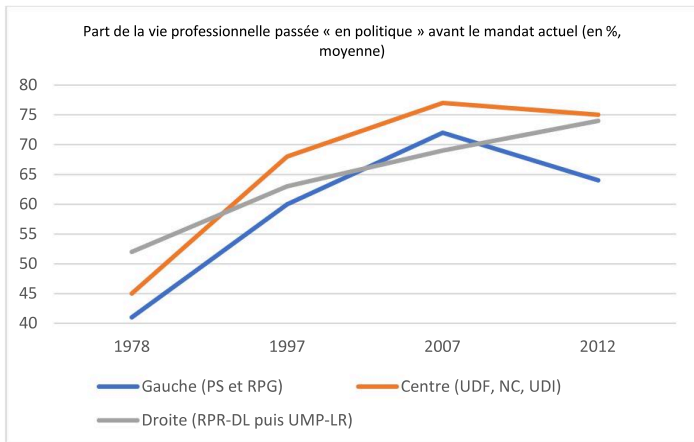
l'importance que prend l'apport sur les résultats : plus il y a de dépense, plus il y a de voix à l'arrivée.

Je tiens tout de même à préciser que je ne veux pas démontrer que l'unique facteur d'électorabilité tient à la taille du porte-monnaie du candidat et non aux idées portées par ce dernier. Mais a minima faire prendre conscience au lecteur de l'importance d'être suffisamment doté pour l'emporter. Ceci a une logique car on arrive à trouver des indices de l'importance du montant investi dans la campagne sur les chances d'élections alors qu'il n'existe aucune preuve d'une supériorité technique ou intellectuelle des individus les mieux dotés et qu'il n'en existera sûrement jamais – on tend plutôt à montrer que la richesse est surtout un facteur chance [9] –. Il y aussi un effet de seuil évident – on ne peut pas gagner une élection sans la moindre dépense – qui peut parfois être insurmontable pour les personnes aux revenus les plus modestes [10].

Financements privés et capture du jeu politique

Nous avons vu que le déficit de représentativité des classes sociales les moins favorisées est subi et non voulu par ces dernières. Cela a pour conséquence notamment de désaxer la direction politique voulue par l'entière du peuple – un individu, une voix – de celle prise par les élus. Malheureusement nous allons voir que ce problème de représentativité n'est pas le seul et que même réglé les élus ne décideraient pas forcément selon la volonté du peuple.

En France au moins depuis les années 1970 la part de la vie active des élus en politique a largement augmenté pour passer en moyenne de 45% à 70%. On a donc une « professionnalisation » du personnel politique qui entraîne des dépendances fortes vis-à-vis d'une réélection. En effet en passant plus de temps en politique ces personnes perdent leurs compétences professionnelles et se retrouvent donc dans l'obligation de gagner leur vie uniquement avec la politique c'est-à-dire soit en étant cadre de parti soit en étant réélu. C'est ici qu'intervient la capture par des intérêts privés du jeu démocratique car rappelons-le pour être élu il faut se financer ou pour un cadre de parti il faut être payé par ce dernier. Ce parti qui doit donc se financer avec de l'argent public en partie mais aussi avec de l'argent privé et c'est cette partie du financement qui pose un problème d'indépendance des élus.



Lecture : en moyenne, les députés socialistes de 2012 ont passé 64 % de leur vie professionnelle (soit après leurs 25 ans) en politique [11]

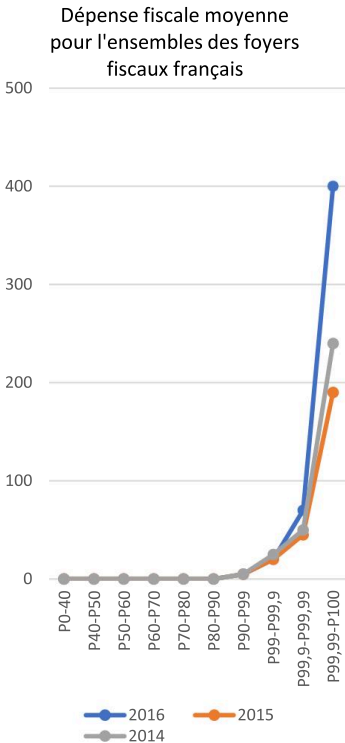
Bien que ces exemples ne soient pas français ils sont explicites sur les dérives qu'entraîne un financement de la politique par des intérêts privés. Ainsi en Allemagne les entreprises ne sont pas limitées dans le montant de leurs dons et on observe alors ces dernières « arroser » l'ensemble des partis. Par exemple depuis au moins 2008 le tabagiste Phillip Morris finance la quasi-entièreté du paysage politique allemand à hauteur d'au minimum une quinzaine de milliers d'euros par an [12]. Comportement qui peut paraître étrange car ces partis sont concurrents mais plus compréhensible lorsqu'on observe l'absence de régulation sur le tabac en Allemagne. Un autre exemple frappant provient du Brésil où les entreprises de travaux publics se voient récompensées – en cas d'élection de leur candidat – par plus de contrats qui leur rapportent alors au minimum 8 fois la mise investie dans la campagne [13].

En France les dons des entreprises aux partis politiques sont interdits, ce qui limite cette forme de corruption, néanmoins ceux réalisés par des individus privés ne le sont pas même s'ils restent limités². Ici le problème vient principalement que plus on est riche plus il est simple de financer ses idées politiques et cela s'observe plutôt bien lorsqu'on regarde les dons reçus par les différents partis, la droite en sort toujours gagnante³ [7]. Cela s'explique par la logique de remboursement des dons : 66% dans la limite de 20% du revenu imposable. Imaginons qu'un individu peu aisé prenne sur ses économies pour quand même faire un don, malheureusement il ne gagne pas assez pour que 20% de ses impôts sur le revenu recouvrent 66% de sa dépense⁴. A contrario ce n'est pas le cas d'un autre qui se voit rembourser l'entièreté des 66% de son don avec de l'argent public donc avec en parti les contributions du premier. En conclusion tous les Français même les plus pauvres – tout le monde paye la TVA – cotisent pour promouvoir les idées politiques des plus riches.

² 7 500€ pour don à un parti et par an ainsi que 4 600€ pour un don à un candidat et par élection [15]

³ Le montant total annuel de dons privée reçus par les deux principaux partis français (moyenne 2012-2016, euros constants de 2016). PS : 1.1 Millions, LR : 9.5 Millions.

⁴ Si notre individu fait partie des 46% des Français qui gagnent le moins il ne paye pas d'impôt sur le revenu [16] et n'obtient donc aucun remboursement.



Lecture : En 2016 l'Etat a dépensé en moyenne 400 euros en réductions fiscales associées aux dons aux partis politiques pour chacun des contribuables parmi les 0,01% (P99,99-P100) des Français aux revenus les plus élevés [7].



Lecture : En 2016 l'Etat a dépensé en moyenne 3 876 euros en réductions fiscales associées aux dons aux partis politiques pour les contribuables ayant fait au moins un don ou une cotisation à un parti politique parmi les 0,01% (P99,99-P100) des Français aux revenus les plus élevés.

En synthèse on a donc en France une limitation de l'influence des entreprises sur le jeu démocratique car il leur est impossible de donner aux partis. Tandis que d'un autre côté les individus peuvent donner sous un système extrêmement inégalitaire car les plus riches voient les plus pauvres payer en partie pour subventionner leurs appétences politiques, l'inverse n'étant pas aussi vrai.

D'un autre côté il faut aussi faire un détour par les moyens qui peuvent influencer indirectement la démocratie, autres que le financement direct des partis ou des candidats. En effet l'électorabilité dépend beaucoup des idées qui sont débattues et de la vision qu'ont les électeurs des différents candidats, deux paramètres qui dépendent grandement de leur traitement dans les médias. Aujourd'hui en France 11 milliardaires détiennent 80% de la presse quotidienne nationale généraliste ainsi qu'en moyenne 50% des parts d'audiences, que ce soit à la radio, la télévision ou les sites d'informations sur internet [14]. Une caractéristique qui laisse encore une grande marge de manœuvre aux capitaux privés et aux individus pour influencer le jeu politique et donc détourner le pouvoir de son devoir d'écoute et d'obéissance envers tous les citoyens, quels que soient leurs revenus et leur origine sociale. Il faut aussi parler des think-tanks qui sont des groupes de réflexions privés qui produisent des études sur des thèmes de société au service des décideurs. En France les plus connus sont – en énumérant par bord politique de gauche à droite – la Fondation Gabriel Péri, la Fondation Jean Jaurès, Terra Nova et l'Institut Montaigne. Ces groupes de réflexions privés exercent une grande influence sur les idées débattues⁵ dans l'espace public à travers leurs publications et sont le plus souvent enregistrés en tant que « fondations reconnues d'utilité

⁵ Bien qu'il ne soit pas autorisé à toute entité juridique autre qu'un parti politique de faire campagne ou de faire de la publicité pour un candidat les think-tanks flirtent souvent avec la limite. Cela démontre bien leur influence sur le jeu démocratique. Voir Fondation Jean Jaurès et Institut Montaigne sur *Wikipédia*.

publique ». Ce statut juridique leur permet de recevoir des dons à la fois des individus mais aussi des entreprises, dons qui donnent accès à des réductions d'impôts⁶. Ici on retrouve la même inégalité que pour les dons aux partis politiques où les personnes aux plus faibles revenus payent pour satisfaire les préférences politiques des plus riches. Il faut ajouter pour cette fois un déséquilibre supplémentaire : le montant des dons n'est pas limité. On retrouve donc la même inégalité entre les think-tanks de droite et de gauche que pour les donations aux partis politiques avec près de 3,5 millions et 0,5 million d'euros respectivement de contributions privées reçues pour l'Institut Montaigne et la Fondation Jean Jaurès en moyenne par an entre 2012 et 2016 [7].

On a donc deux principaux problèmes. Le premier est dû à la professionnalisation du paysage politique mais aussi aux coûts des campagnes qui impliquent une dépendance forte à un financement stable et suffisant des différents partis politiques. Introduire des financements privés à tel point que ceux publics deviennent négligeables – comme cela peut être le cas en Allemagne ou aux Etats-Unis – revient à donner une grande influence aux différents donateurs sur les décisions qui sont prises par les élus car les premiers peuvent à tout moment décider de couper les vivres en cas de désaccord sur les lois votées entraînant alors une possible faillite du parti. Le second problème provient du système de dons, la façon dont il fonctionne avantage énormément les donateurs les plus riches par rapport aux plus pauvres, ces derniers peuvent donc donner beaucoup plus de moyens à leurs partis préférés, qui se trouvent le plus souvent à droite de l'échiquier politique.

⁶ Une entreprise peut bénéficier d'une réduction d'impôt de 60% du don dans la limite de 5% du chiffre d'affaires annuel.

Deux problèmes, une solution : le financement public

Je pense que le sentiment de déconnexion avec les élites dirigeantes que ressentent bon nombre de Français est légitime à la lumière des problèmes soulevés dans les deux précédentes parties. A la fois il y a un défaut de représentativité des classes socioprofessionnelles et donc des classes sociales dans les sphères dirigeantes, ce qui ne peut amener qu'à un déséquilibre entre la direction que souhaite la majorité du peuple et celle prise par les élus même en imaginant qu'ils mettent la meilleure volonté du monde à la suivre. De plus en l'état actuel une meilleure représentativité ne changerait pas forcément grand-chose car le système fonctionne d'une telle façon que les élus dépendent fortement des financements privés et sont donc soumis à une pression venant des donateurs, qui ne représentent pas du tout l'entièreté de la population.

Pour régler ces problèmes il faut à la fois permettre la présence de candidats avec des revenus modestes aux élections locales et nationales, et donc limiter l'importance de l'argent dans les campagnes que ce soit en finançant ou en limitant les dépenses. Mais aussi s'assurer que les élus ne dépendent pas de l'argent privé et supprimer ou inverser cette dégressivité présente dans le remboursement des donations aux partis politiques. La meilleure solution à cela semble être l'argent public. Ici je parle bien d'un financement qui ne serait pas voté dans le budget de l'état mais bien d'une taxe dédiée au financement de la démocratie pour garantir l'indépendance des différentes institutions. Tout comme la redevance télévisuelle garantissait encore, avant sa suppression, une certaine indépendance des médias publics envers le gouvernement et les intérêts privés. En parallèle il faut limiter la possibilité pour des personnes, morales ou physiques, de financer les institutions politiques de telle façon à ne pas noyer l'argent public dans une trop grande quantité d'argent privé comme c'est le cas aux Etats-Unis et en Allemagne. De

plus pour limiter la dégressivité dans le remboursement des dons une solution simple est de supprimer la limitation du remboursement à 20% du revenu imposable.

La solution proposée par Julia Cagé dans son livre *Le prix de la démocratie* sont les « Bons pour l'égalité démocratique » dont le principe est le suivant. Chaque citoyen se voit doté d'environ 7€ d'argent public (multiplié par le nombre d'habitants on arrive proche du double du montant d'argent public aujourd'hui dépensé pour faire fonctionner la démocratie), qu'il choisit d'attribuer dans les proportions qu'il désire aux partis de son choix (s'il ne le fait pas cet argent est attribué en fonction des résultats des dernières élections). Cette solution possède plusieurs avantages. Premièrement chaque citoyen possède le même pouvoir pour faire entendre ses opinions politiques. Deuxièmement ajouté à une limitation drastique des financements privés cela permet de garantir l'indépendance des élus vis-à-vis d'autres volonté que celle du peuple. Cela permet aussi de mettre la pression aux partis politiques, ceux-ci étant financés uniquement par cette voie ils peuvent se faire couper les vivres à tout moment et non plus tous les 5 ans au moment des législatives – aujourd'hui l'argent public alloué aux partis est calculé en fonction des résultats aux législatives (meilleur est le résultat meilleur est le financement) –, le peuple peut à la fois faire entendre son mécontentement tant vis-à-vis de l'opposition que de la majorité. Enfin comme les échéances de financement sont raccourcies cela permet l'émergence de nouveaux mouvements politiques qui peuvent se permettre d'exister entre deux élections présidentielles sans être financés – et donc capturés – par des intérêts privés ou politiques. Par exemple la République en Marche qui est née un an avant la présidentielle de 2017 – qui n'a donc pu être financée par de l'argent public – a vu entre 40 et 60 % des 7,5 millions d'euros de dons qui ont été récoltés pour son bon fonctionnement être financés par 600 donateurs [7]. Je pense par ailleurs aux Gilets Jaunes qui auraient pu monter un parti et ne pas subir des

tentatives de récupération à la fois de la France Insoumise et du Rassemblement National.

Pour pallier la difficulté que rencontrent les candidats sans étiquette et aux plus faibles revenus – surtout présents aux niveaux régional et communal – à candidater car ne pouvant se tourner vers des partis maintenant financés, dans notre cas, par les « Bons pour l'égalité démocratique » il faut limiter le plus possible les dépenses autorisées pour les campagnes tout en prenant en charge de façon automatique certaines dépenses récurrentes, à commencer par l'impression des bulletins et des professions de foi. Enfin pour leur permettre d'obtenir le montant restant nécessaire à leur campagne je pense à la création d'une Banque de la Démocratie – idée notamment porté par François Bayrou lors des présidentielles de 2017 –. Elle accorderait, sous des conditions à définir et sans refus possible, des prêts à faible taux uniquement destinés aux candidats et aux partis. Cela permettrait d'assurer l'indépendance des candidats et des partis vis-à-vis d'autres volontés que celles portées par les électeurs. On éviterait ainsi des situations comme celle du Rassemblement National et de son prêt de 9,14 millions d'euros auprès d'une banque russe.

Pour finir il faut répondre aux problèmes que posent les satellites évoqués dans la seconde partie que sont les médias et les think-tanks. Il faut pour garantir l'indépendance des médias et la pluralité de l'information absolument garder des médias financés par de l'argent public et donc rétablir sous une certaine forme la redevance télé. L'existence de cet impôt est primordiale car il garantit l'indépendance vis-à-vis des intérêts privés mais aussi vis-à-vis du pouvoir car il n'est pas voté dans le budget, c'est-à-dire que le gouvernement ne peut décider de diminuer comme il le souhaite le montant alloué aux médias public. Cela évite donc que le gouvernement puisse faire pression sur un média en lui imposant une réduction de budget. En parallèle comme il n'est pas souhaitable que le

reste du paysage médiatique disparaisse – le service public n'est pas compétent pour distribuer l'entièreté du divertissement voulu par les Français – et qu'il faut tout de même assurer une certaine diversité je propose la création d'un seuil comptabilisé en part d'audience, par exemple 2%. Un seuil qui s'il est dépassé par une entité contrôlant un ou plusieurs médias impliquerait son redécoupage en plus petites sous structures qui seraient alors revendues à d'autres. Ceci l'autorité de la concurrence sait déjà le faire dans des cas plus extrêmes. C'est donc une proposition tout à fait réaliste.

Pour ce qui est des think-tanks le fonctionnement allemand est plutôt bon. Les think-tanks sont rattachés à un parti politique et financés par ce dernier, cela permettrait de supprimer l'hypocrisie qui consiste à éviter de voir l'influence qu'ont ces entités sur le monde politique tout en informant directement le public de l'origine des idées qui lui sont présentées. De plus pour faciliter le travail des journalistes il faut que les autres think-tank possèdent un droit de réponse pour chaque publication. Ainsi lorsqu'une étude paraît elle ne devient pas hégémonique dans un débat car l'opposition a déjà eu le temps de produire une réponse structurée et correcte à la proposition avancée.

Nous avons donc vu que deux raisons au désamour des Français à la politique sont le manque de représentativité et la capture par des intérêts privé du jeu politique. Ces deux problèmes peuvent être réglés grâce aux « Bons pour l'égalité démocratique » présentés plus en détail dans le livre de Julia Cagé *Le prix de la démocratie*, ainsi qu'avec des règles assurant l'indépendance des médias et la transparence des idées qu'ils présentent en associant les think-tanks aux partis.

Bibliographie

- [1] Wikipédia, «Abstention électorale en France».
- [2] La rédaction de France Bleu, «SONDAGE - Près des deux tiers des Français estiment que la démocratie est en danger,» 2021. [En ligne]. Available: <https://www.francebleu.fr/infos/politique/sondage-pres-des-deux-tiers-des-francais-estiment-que-la-democratie-est-en-danger-1638896049>.
- [3] Ministère de l'Intérieur, «L'origine sociale des élus locaux,» Observatoire des inégalités, 2021.
- [4] S.-S. Émile, Supercollectif. La nouvelle puissance de nos intelligences, Gallimard, Éd., Fayard, 2018.
- [5] N. Carnes et N. Lupu, «Do Voters Dislike Working-Class Candidates? Voter Biases and the Descriptive Underrepresentation of the Working Class,» American Political Science Association, 2016.
- [6] Y. Bekkouche et J. Cagé, «The Price of a Vote: Evidence from France, 1993 - 2014,» Sciences Po Paris and CEPR, 2018.
- [7] J. Cagé, Le prix de la démocratie, Gallimard, Éd., Fayard, 2018.
- [8] E. Ferrand, «Européennes 2019: quels partis demandent aux électeurs d'imprimer leurs bulletins de vote?,» *Le Figaro*, 2019.

- [9] A. Rapisarda, A. Pluchino et A. E. Biondo, «Talent vs Luck: the role of randomness in success and failure,» 2018.
- [10] «Le prix de la démocratie - La preuve en données,» [En ligne]. Available: <https://www.leprixdelademocratie.fr/france.php>.
- [11] J. Boelaert, S. Michon et É. Ollion, «Le temps long de la politique,» chez *Pouvoirs*, Le seuil, 2017, pp. 61-72.
- [12] P. M. I. «Social and political contributions,» [En ligne]. Available: <https://www.pmi.com/our-views-and-standards/standards/transparency>.
- [13] T. C. Boas, F. D. Hidalgo et N. P. Richardson, «The Spoils of Victory: Campaign Donations and Government Contracts in Brazil,» 2014.
- [14] M. Roche et M. Thimonnier, «Est-il vrai que 90% des grands médias appartiennent à neuf milliardaires ?,» *Libération*, 2022.
- [15] Ministère de l'Intérieur, «Impôt sur le revenu - Don à un parti politique,» 2022. [En ligne]. Available: <https://www.demarches.interieur.gouv.fr/particuliers/impot-revenu-don-parti-politique-reduction-impot>.
- [16] É. Bouet, «Cinq chiffres étonnants sur les impôts des Français,» *Ouest-France*, 2021.

Cet essai explore les moyens pour les citoyens de faire pression sur les élus afin de les inciter à suivre la direction qu'ils désirent. Le financement politique, provenant majoritairement de fonds privés, est mis en cause car empêchant les citoyens d'exercer une influence significative. En contrepartie, l'auteur plaide pour un financement public de la politique qui permettrait de renforcer la souveraineté citoyenne et de réduire l'influence des intérêts privés.